

ÉCONOMIES ÉTRANGÈRES

EN ESPAGNE

Le faible relèvement du salaire minimum ne satisfait ni les ouvriers ni les petites entreprises

(De notre corresp. partic.)
Madrid, 18 septembre. — Le nouveau salaire minimum de 96 pesetas par jour (7,87 F) a déçu les ouvriers et l'empêché d'inquiéter les chefs des petites entreprises.

Les ouvriers estiment que ce chiffre est nettement insuffisant « étant données l'augmentation du coût de la vie et la forte hausse des prix ». Pour les industriels c'est « le coup de grâce » car ce nouveau salaire « aura un effet multiplicateur sur la Sécurité sociale ». Aussi, le journal *Tele-Express* de Barcelone prévoit-il « un automne économiquement dramatique ».

La révision annuelle du salaire minimum avait été promise par M. Jésus Romeo Gorria, ministre du travail, qui avait fixé le salaire à 84 pesetas par jour (6,88 F) en septembre 1966. Il y a dix jours, au cours d'une réunion animée, le conseil national des travailleurs avait demandé une révision « d'urgence » tout en signalant que le salaire minimum de 84 pesetas par jour était « inacceptable comme base de révision ».

Les dirigeants syndicaux n'avaient proposé aucun chiffre publiquement, bien que lors d'entrevues postérieures avec plusieurs ministres le chiffre de 110 pesetas (9 F) ait été avancé, compte tenu de l'augmentation récente, dans une proportion de 10 à 30 % du prix de l'essence, de l'énergie électrique, de l'eau,

des loyers, des transports et du coût de l'enseignement.

Ce chiffre de 110 pesetas par jour était bien inférieur aux 300 pesetas (24,60 F) réclamées par les commissions ouvrières illégales et aux 382 pesetas (31,32 F) demandées par l'Action sociale patronale (patrons catholiques) comme revenu minimum journalier pour un ménage avec deux enfants.

Mais le conseil des ministres réuni à Saint-Sébastien vendredi dernier ne tint compte d'aucun de ces chiffres. Selon de bonnes sources, le ministre du travail aurait proposé 96 pesetas tandis que le ministre de l'économie défendait le chiffre de 90 pesetas. Finalement, la proposition du ministre du travail fut acceptée, à condition que les nouvelles cotisations à la Sécurité sociale pèsent davantage sur les travailleurs.

Mme GANDHI EN VISITE A COLOMBO

Colombo, 18 septembre (Reuter). — Mme Indira Gandhi, premier ministre de l'Inde, était attendue lundi à Colombo pour une visite officielle de quatre jours. Elle s'entretiendra notamment avec M. Dudley Senanayake, premier ministre de Ceylan.

Un des points les plus importants qui seront abordés dans les conversations est l'harmonisation des prix du thé, une des principales exportations des deux pays, qui produisent ensemble quelque 80 % du thé vendu dans le monde.

LE MINISTRE ALGÉRIEN DES FINANCES SOULIGNE LE RÔLE DU CAPITAL PRIVÉ

Alger, 18 septembre (A.F.P.). — « Dans la construction du socialisme, nous ne pouvons laisser en marge de notre action le secteur privé national », a déclaré samedi à Oran M. Kaid Ahmed, ministre algérien des finances et du plan.

« L'Etat seul ne peut parvenir à l'immense effort productif. Il s'agit pour nous de voir les nationaux sortir de la sphère traditionnelle des opérations commerciales pléthoriques et s'engager dans le processus de création et de valorisation des richesses matérielles », a souligné le ministre, ajoutant que l'épargne qu'ils ont pu dégager à travers une infinité de transactions commerciales et d'opérations improductives doit être dirigée vers des emplois productifs, en vue de la création d'unités industrielles ou touristiques, dès lors que les textes leur apportent les garanties suffisantes et leur permettent de bénéficier d'avantages conséquents, dès lors aussi que l'Etat les y invite et les y encourage.

« En déjournant le rôle, la place, les modalités et les légittimes garanties du capital privé dans le cadre de ses interventions, le Conseil de la révolution a souligné l'importance, tout à la fois, de mobiliser l'ensemble des ressources nationales, en réservant un rôle d'appoint au capital privé étranger, et en même temps de garantir la maîtrise par l'Etat des secteurs-clés de l'économie nationale », a déclaré en conclusion le ministre algérien des finances.

● EN BELGIQUE, comme dimanche dernier, le personnel de la radio et de la télévision a fait grève ; il réclame un double salaire le dimanche et les jours de fête. Seuls un programme musical et quelques bulletins d'information ont été diffusés. — (A.F.P.)

France auprès de la C.E.C.A.

installé à la présidence

AVIS ET COMMUNIQUÉS